

apl

quest INFORMATION

n° 172 / 31 JANVIER 2F



LES ELEVES DU LYCEE-CET CAMUS DENONCENT LES DOMPTEURS



SOMMAIRE

A.P.L.

p. 2-3 : Questionnaire de préparation à l'Assemblée Générale des lecteurs (réponse urgente !)

ECOLE

p. 4-5 : Quand les lycéens bougent... (Lycée Camus à Nantes).

PAYSANS

p. 6-7 : Du Bo, Du Bon, v'là Bonnet ! (Ministre de l'Agriculture).

p. 8 : Salariés agricoles, contrôleurs laitiers ; journée d'action.

p. 9-10-11 : Etre paysanne en Loire-Atlantique.

p. 12-13 : Des paysans syndicalistes de retour des U.S.A.

BASQUES

p. 13 : Soutien aux Basques, un rassemblement à Fromentine.

CINEMA

p. 14 : Saint-Nazaire : "Comment Yukong déplaça les montagnes".

: Nantes : Cinéma et Histoire, Famille et Société.

DE TOUT UN PEU

p. 15 : Après l'A.G. des chrétiens marxistes.

: Bords de l'Erdre et municipales.

: Nucléaire.

OUVRIERS

p. 16-17 : Nantes : La riposte des travailleurs des forges de Basse-Indre.

p. 22 : Saint-Nazaire : mise à l'épreuve des libertés syndicales.

QUARTIER

p. 21 : Quartier Nord-Saint-Herblain
La médecine en question.

ARMEE

p. 21 : Anciens appelés d'Algérie à la découverte du socialisme algérien.

P. S. : La semaine prochaine un article sur le Larzac (manque de place pour ce numéro...)
La même chose pour le Crédit Agricole de Vendée (article des Paysans-Travailleurs).

CALENDRIER

DU 1 AU 4 FEVRIER

Nantes : rencontres "Cinéma et Histoire" (voir page 14).

DU 2 AU 5 FEVRIER

La Roche-Sur-Yon : Des paysans de retour des U.S.A. (voir page 12-13).

MERCREDI 2 FEVRIER

- Réunion sur le nucléaire (voir p. 15)
- Cinéma : "La mère" de Mikio Morusé (1952) salle F. Vasse à 21 heures.
- Marche sur Fromentine : préparation (voir page 13).

JEUDI 3 FEVRIER

Réunion du collectif chômeurs de la CFDT 37 rue Lamoricière 14 H ; une action est prévue, venez nombreux !

VENDREDI 4 FEVRIER

- Pontchateau I.M.P. (voir page 7)
- Réunion de tous les remplaçants à l'appel du SGEN-CFDT à 18 H 30, 37 rue Lamoricière "Pour discuter des problèmes et voir ce que l'on peut faire".

DIMANCHE 6 FEVRIER

Boukovky à la Librairie 71 (sous réserve ; demandez confirmation à la Librairie).

MERCREDI 9 FEVRIER

Débat public du Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre (voir page 15).

JEUDI 10 FEVRIER

Assemblée Générale des Lecteurs de l'APL (voir pages 2 et 3).

SAMEDI/DIMANCHE 12/13 FEVRIER

Centre Protestant de l'Ouest : Quelle politique agricole ? Les projets de la gauche (à Celles-Sur-Belles 79370).

JEUDI 17 FEVRIER

"La ville est à nous" (voir page 22).

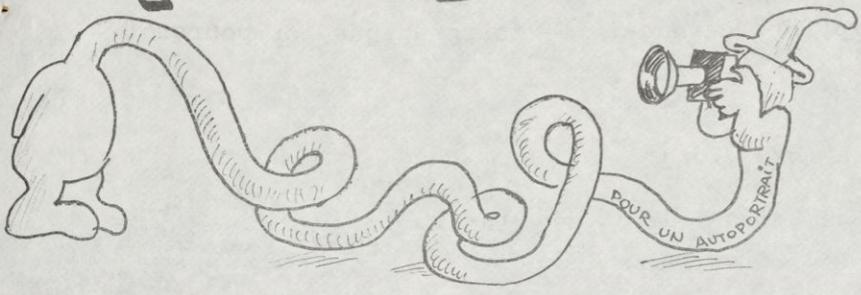
DIMANCHE 20 FEVRIER

Rassemblement à Fromentine (voir p.13)

JEUDI 25 FEVRIER

Foi chrétienne et marxisme (voir p.15)

APL QUESTIONNAIRE



POUR
PREPARER
LE DEBAT
DE L'ASSEMBLEE
GENERALE DES
LECTEURS

■ Tu es vieux...jeune...quel âge en bref ?
Ta profession ?

Ton sexe ?
Ta commune ?

■ L'APL, tu l'achètes en kiosque ?
 au restau U. ?
ou tu es abonnée?

■ Tu le lis tout seul (toute seule) ?
Tu le prêtes aux copains ?
Sur le lieu de travail ?

■ Est-ce que tu lis l'APL en entier ou presque ?
As-tu des remarques à faire sur la mise en page ? (titres, mise en valeur des articles etc...)

	classement des rubriques lus en priorité	rubriques à dé- velopper	rubriques trop développées	rubriques de- vant susciter des dossier (Cf SAVA)
ouvriers				
paysans				
quartier				
école				
éducateurs				
international				
santé				
nucléaire				
presse				
courrier-débat				
armée				
femmes				
rubriques à ou- vrir.....				

■ Es-tu correspondant (te) de l'APL ?
 occasionnel ?
 régulier ?

■ Sinon, pourquoi pas ?
 par flemme ?
 par manque d'information ?
 en désaccord avec les bases d'existence du bulletin ?
 en désaccord avec l'orientation du bulletin ?

■ L'APL est-il utilisable dans ton boulot syndical ?
 ou (et) politique ?
De quelle façon ?

S'il ne l'est pas, pour quelles raisons ?

■ Le collectif en tant que tel s'est exprimé, devait-il le faire ou pas, et pourquoi ?

- à propos de la Librairie 71 (n° 161) :
- à propos de Declercq (n° 165) :
- à propos de l'AG du collectif élargie (n° 170) :
- dans des chapeaux ?
par exemple à propos de la manif de Laissez-les vivre (n° 162) :



■ Il y a des dessins dans le bulletin, es-tu pour ?
contre ?
pourquoi ?

- Si tu es pour, le dessin, c'est quoi ?
- Un bouche-trou ?
 - l'illustration d'un article ?
 - une distraction ?
 - une forme d'expression politique autonome ?

■ Et pourquoi pas une bande dessinée ? Oui ?
Non ?

De quel type ?

■ Et si l'APL passait des petites annonces ? Pour ? Contre ?
Lesquelles ?
De quelle façon ?

ASSEMBLEE GENERALE

des lecteurs de l' **APL**

jeudi 10 février 20h30

PROBABLEMENT FOYER DU JEUNE TRAVAILLEUR, Bd V. GÂCHE

Quand les lycéens bougent...

Une lamentable erreur de frappe rend malheureusement incompréhensible les noms des personnes attaquées dans ce tract. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs, Pour tout complément d'information, s'adressez à l'Administration de CAMUS...

(Bip - Bip)

Depuis sa création, l'Administration du lycée polyvalent Albert CAMUS passe son temps à séparer lycéens et collégiens. POURQUOI ?

- Pour diviser les élèves de CAMUS ; les désintéresser et les éloigner des luttes, qui en fait concernent tout le monde (entretien d'un phénomène de classe à l'Ecole).

- Pour faciliter la répression, 2 conseillers principaux d'Education pour le contrôle des absences (1 pour les lycéens, 1 pour les collégiens) ; 2 Directeurs (Bip-Bip) pour le lycée, et le fasciste (Bip-Bip), qui, malgré ses élans paternalistes n'hésite pas à convoquer individuellement et arbitrairement les élèves dans son bureau pour des motifs futiles qui lui servent de gourdin pour faire avancer "son troupeau".

Mais oui ! (Bip-Bip) est un chien de garde vis-à-vis des élèves de BEP, qui par la force des choses ne peuvent pas s'opposer à son oppression qui se manifeste par :

- Le renforcement de son pouvoir qu'il fait passer par des

profs auxiliaires ne pouvant s'opposer à ses exigences de par leur statut ;

- son soutien au cours réactionnaires donnés par certains profs titulaires (Punitions de type primaire du genre "vous me ferez 200 lignes", cours à sens unique, chantage aux notes, brimades telles que les pratiquent la mère (Bip-Bip), (Bip-Bip), etc...).

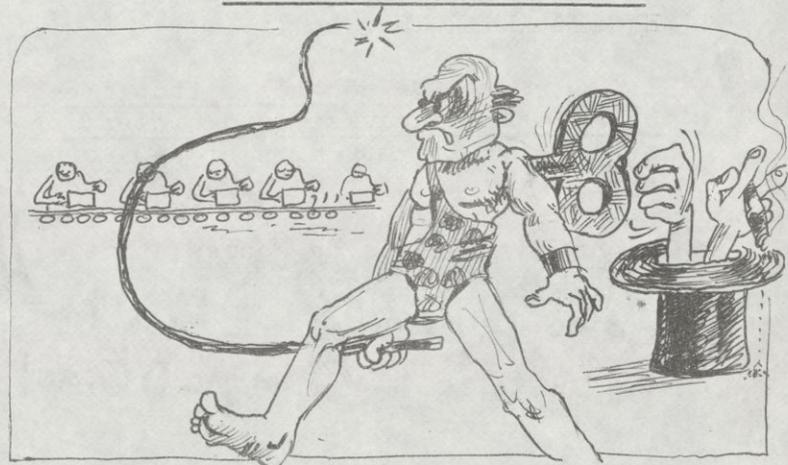
En fait, à travers toutes ces méthodes répressives, on veut habituer les futurs travailleurs à subir les exigences de leurs futurs patrons, alors que l'Ecole devrait avoir pour rôle l'épanouissement de l'individu.

Ce que nous pouvons dénoncer aujourd'hui, c'est grâce à l'existence du Comité de lutte de Camus à qui, il importait de réagir pour établir une véritable unité entre lycéens et collégiens.

FACE A L'ADMINISTRATION FASCISTE DE CAMUS, POUR L'UNITE LYCEENS-COLLEGIENS, POUR LUTTER CONCRETEMENT !

Participez aux réunions du Comité de Lutte de CAMUS.

Comité de Lutte A. CAMUS



... les profs voient jaune ! à Camus

Un tract infâmant a été distribué à l'entrée du CET récemment. Il était signé d'un vague Comité de Lutte, comme d'habitude, et s'attaquait avec violence et HAINE, pour la première fois depuis l'ouverture de notre établissement (68-69), uniquement au CET public et à ses fonctionnaires utilisant les injures, la calomnie et terminait cette lamentable attaque du service public par un "vaste appel à l'unité des lycéens et des apprentis du CET" ; pour une plus grande campagne d'agitation gratuite, tous azimuts, dirigée bien sûr, et nous le savons, de l'extérieur, par quelques adultes irresponsables, prêchant leur analyse dite révolutionnaire, dite de gauche, qui prétend détruire "la Société capitaliste" en s'attaquant à son "école"

NOUS TENONS DONC :

- A PROTESTER énergiquement contre cette nouvelle et intolérable aggravation de nos conditions de travail ;
(...)

- A REAFFIRMER NOTRE SOLIDARITE TOTALE vis-à-vis de nos collègues fonctionnaires, calomnié(e)s dont la conscience professionnelle et l'honnêteté morale étaient sûrement les principales cibles pour ceux qui ne rêvent que d'anarchisme et de vie sans contrainte...

MAIS QUE REPROCHENT CES INDIVIDUS AUX FONCTIONNAIRES DU CET CAMUS, ET QUE VOUS, USAGERS, N'AURIEZ POINT ENCORE REMARQUE ?...

- De contrôler trop fréquemment les acquisitions professionnelles par des sondages et des notes appliquées suivant un barème national cela bien sûr au prix de corrections harassantes de copies et de tâches professionnelles ?

Ces profs ! Ils se tuent au boulot ! Quelle ingratitude !

- Peut-être enfin de tenir des livrets scolaires, reflet du travail de deux années d'apprentissage professionnel intense, et qui seront les plus sûrs garants de nos jeunes lors des jurys d'examens de BEP (mixtes : enseignants, professionnels) ?

VIVE LE ZÈLE !

SI L'ON REPROCHE DONC A CES FONCTIONNAIRES DE TROP BIEN FAIRE LEUR TRAVAIL, ET BIEN CE SERA NOTRE FIERTE à nous autres corps unique des enseignants de CET qui nous efforçons de faire des jeunes du technique (...):

Vous croyez ?

DES JEUNES TRAVAILLEURS LUCIDES ET RESPONSABLES, c'est sûrement ce qui inquiète le plus ces militants politiques manipulateurs professionnels de jeunes, car ils ne seront pas faciles à convaincre, à duper...

-----000000----- *oh! les vitains!*

Parents et jeunes travailleurs, nos CET ne sont pas des "CET-Prisons", des "CET-Usines", des "CET-casernes" avec des "formateurs-flics" à la solde du patronat et du Pouvoir comme on voudrait vous le faire croire... Nous sommes seulement des fonctionnaires attérés de voir les CET, CONQUETE SYNDICALE DU MONDE OUVRIER INDUSTRIEL ET RURAL, SOUMIS A UNE TELLE CAMPAGNE DE SABOTAGE QUI S'ATTAQUE AUX STRUCTURES, AUX OBJECTIFS, AUX CONTENUS ET AUX PERSONNELS DE CE SERVICE (IRREMPLAÇABLE) QUE CONSTITUENT LES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

-----000000-----

CES ATTAQUES CONSOLIDENT LA DEMONSTRATION ECLATANTE DE L'EXISTENCE D'UN CET FORMATEUR ET NE "PRODUISANT" PAS UN MODELE STANDARD DE TRAVAILLEUR... (OU DE MILITANT).

PROF EN CET:

LE CHARME DISCRET DE LA BOUCHE MOÏSIE

Si VOUS TROUVEZ QU'ON PUE D'LA GUEULE, ALLEZ Y



YA PLUS DE CONFIANCE ENTRE ARPÈTES ET COMPTEURS EUL... PROF

ben voyons!

oh les grands maits!

!

UN MINISTRE A NANTES :

PAS BO

PAS BON, Y'LA BONNET!

Vendredi 21 janvier 1977, le Ministère de l'Agriculture vient inaugurer le centre de recherche INRA de NANTES. Le projet de construction date de 1964.

Il aura donc fallu 12 ans pour que la première tranche de cet ensemble voit le jour. La deuxième tranche est prévue pour 1979 - 1980. Sera-t-elle réalisée ? Une inauguration si précoce permet d'en douter.

Quoi qu'il en soit, le plus important n'est pas tant de multiplier les bâtiments mais, bien de rendre fonctionnel cet centre de recherche.

Il ne s'agit pas tant de lancer une opération de prestige, de façon à satisfaire momentanément les organisations agricoles locales et les industriels régionaux à vocation agro-alimentaire, que de pouvoir mener à bien un programme cohérent de recherche à moyen et long terme.

COURSE AUX CONTRATS...

Une telle politique conduit les laboratoires à s'engager dans une véritable course aux contrats pour tenter de pallier le manque de moyens financiers.

Aussi, ne cesse de s'accroître un contrôle étroit du secteur privé et du pouvoir politique sur les programmes de recherche.

On comprend que cela conduise à une sclérose du chercheur en le soumettant strictement aux objectifs -trop souvent à court terme- de l'économie capitaliste (profit,

rentabilisation) et à sa stratégie (restructuration autour des secteurs les plus rentables).

Ces restrictions budgétaires ne peuvent mener qu'à une politique déplorable concernant le personnel.

Il y a à l'INRA, 80 % de non-titulaires. Le VI^e Plan voyait la création de 400 postes de scientifiques : il y en a eu 93. C'est pourquoi, on assiste au sein de l'INRA, au vieillissement des cadres, et au blocage des carrières.

Le corps des assistants se vide alors que le nombre des chargés et maîtres ne cesse d'augmenter.

Pour les agents contractuels techniques (ACT), l'avenir n'est guère plus souriant : "Pas de recrutement possible. Il faut exploiter au mieux (à outrance) les compétences de chacun.", nous répond la Direction Générale.

A Nantes, cette politique s'illustre parfaitement : un atelier expérimental, des laboratoires certes, mais trop peu de matériel pour les équiper et pas de personnel. En outre, la création de ce centre n'a permis la création d'emploi que pour du personnel non qualifié ou peu qualifié et de façon restreinte : 2 femmes de ménage, quelques ouvriers. L'inauguration de laboratoires mal équipés en personnel et matériel par un ministre R. I. ne serait-elle pas seulement une bonne opération de marketing politique à quelques semaines des élections municipales ?

**SYNDICATS CGT et CFDT DU
GENRE INRA DE NANTES.**

MINISTRE A NANTES (suite...)

A l'occasion de l'inauguration le 21 janvier 1977 de l'Ecole Nationale des Techniques des Industries Agricoles et Alimentaires (Nantes), par Mr Bonnet, Ministre de l'Agriculture, le personnel de l'Ecole transmet le communiqué suivant pour expliquer son attitude face à cette manifestation :

"Alors que l'ENITIA existe depuis Novembre 1973, c'est à la veille des élections municipales que le Ministre de l'Agriculture pense à venir inaugurer l'Ecole.

Jusqu'à ce jour, et malgré les nombreux rappels au ministère, aucun des problèmes graves de l'Ecole n'a retenu son attention ;

- Plus du tiers du personnel n'est pas titulaire,
- 32 postes supplémentaires sont nécessaires pour assurer un bon fonctionnement,
- Il faudrait deux millions de francs pour équiper les laboratoires mais le ministère préfère distribuer largement des subventions aux établissements d'enseignement privés.

Comme dans l'enseignement supérieur dans son ensemble, la réduction progressive des crédits contraint l'Ecole à dépendre de plus en plus du Patronat auprès duquel elle doit aller chercher des subsides.

Enfin, le Ministre de l'Agriculture est le représentant du Gouvernement qui réduit le pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs par une application stricte du Plan Barre.
L'AG du personnel appelle au boycott de l'inauguration qui n'est pour le ministre de l'Agriculture que propagande politicienne.

L' A.G. du personnel de l'Ecole.

A PROPOS DE L'INSTITUT MÉDICO-PÉDAGOGIQUE DE PONTCHATEAU

L'Institut Médico Pédagogique de PONTCHATEAU regroupe actuellement 29 enfants handicapés venant de 20 communes environnantes.

L'Association des Papillons Blancs et la DASS ont décidé de fermer l'IMP en juin 77, car il semble que 29 enfants ne suffisent pas à rendre cet établissement "rentable".

L'Association propose donc de transporter ces enfants handicapés chaque jour à St Nazaire, voire à Saille (en ambulances et en taxis), ce qui occasionnerait, bien sûr, un surcroît de fatigue à des enfants par ailleurs malades.

Aucune enquête sérieuse n'a été faite pour savoir si d'autres enfants ne relèveraient pas de ce type de pédagogie.

Les parents des enfants de l'IMP de PONTCHATEAU sont très anxieux quant à l'avenir de leurs enfants. Ils ont écrit aux différents élus locaux et n'ont reçu aucune réponses à leurs demandes. Personne ne semble se préoccuper de ces enfants rejetés et "mal-aimés". La tendance est, par ailleurs, au contraire de les isoler en les regroupant dans de grands centres, en marge de la vie normale.

- C'est pour défendre ces enfants,
- C'est pour vous informer sur ces problèmes,
- C'est pour se battre tous ensemble contre la fermeture de l'IMP de PONTCHATEAU, que nous vous demandons de venir nombreux aux réunions d'informations qui auront lieu :

LE VENDREDI 4 FEVRIER 1977 à 20 H 30,

Salle de la soubretière à SAVENAY

Section CSCV de Savenay
Des parents d'enfants de l'IMP

SALARIÉS AGRICOLES

CONTRÔLE LAITIER

La section SATPA-CFDT de la Chambre d'agriculture a appelé à un débrayage le mercredi 26 janvier après-midi pour soutenir les revendications des Contrôleurs laitiers.

Pour éviter une augmentation importante des cotisations dues par les adhérents, le Conseil d'Administration du Contrôle laitier décide de modifier le travail fait par les contrôleurs. En particulier, il a supprimé la fiche individuelle de chaque vache.

Ceci met en jeu l'équivalent de 14 emplois.

D'autres revendications ont été portées au cours de cette négociation tripartite "chambre d'agriculture-contrôle laitier-SATPA-CFDT".

Nous demandons :

- le maintien de l'emploi ;
- la suppression du fichier "erreur" mis en place à l'encontre de chaque contrôleur ;
- la prise en compte du temps de travail pour la double identification des bovins ;
- l'encaissement des cotisations par le Syndicat de Contrôle Laitier et non par les salariés eux-mêmes.

Aucun accord n'a été obtenu. Un Conseil d'Administration du Contrôle Laitier devant se réunir le lendemain. Les salariés ont demandé une réponse sur ces différents points avant lundi.

L'ensemble des salariés, mobilisé par ailleurs sur les revendications salariales, continue l'action en attendant cette réponse.

Communiqué diffusé à la Presse par la section syndicale SATPA-CFDT Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique.

JOURNÉE D'ACTION

ANGERS - 31 Janvier

A l'occasion du Bureau de la Chambre Régionale (au cours duquel nous avons demandé une entrevue pour poser nos revendications) défendons nos salaires, emploi, statut, convention collective.

L'augmentation salariale proposée est inacceptable, et remet en cause statut et convention collective.

BONNET par l'intermédiaire du Plan Barre, entend bloquer l'augmentation de la masse salariale à 3,25 % pour 1977.

1°) Ce plan décrète, par avance, que l'inflation sera de 6,5 % entre janvier et décembre 1977 (d'où l'idée d'une augmentation moyenne de 3,25 % sur l'année.

Acceptes-tu d'être augmenté qu'une fois par an et, qu'aucun réajustement au cours de l'année, ne soit prévu, quelque soit l'augmentation du coût de la vie ?

2°) Acceptes-tu que cette augmentation des salaires ne tienne pas compte de 10 % ou plus d'inflation en 1976 ? (l'état employeur des fonctionnaires a accordé en 1976 un rattrapage des salaires de l'ordre de 10 à 12 %).

3°) Compte-tenu de l'augmentation possible des effectifs en 1977, cette mesure qui autorise une augmentation de 3,25 % sur le total des salaires payés en 1976, ne permet pas en fait d'assurer à chaque salarié une augmentation réelle de 3,25 % en 1977.

Acceptes-tu par avance, des retards de paiement de tes salaires, ou pire, des licenciements ?

BONNET par l'intermédiaire du plan Barre remet en cause notre statut et nos conventions collectives.

Limiter à 3,25 % l'augmentation de la masse salariale consacrée à l'ancienneté et l'avancement :

- c'est remettre en cause les accords passés dans les Chambres d'Agriculture ;
- c'est laisser libre cours à une politique :

* de suppression des avantages acquis (ancienneté, avancement) à partir du 1er janvier 1977, comme à la Chambre

d'Agriculture de la Sarthe ;
* de suppression de la grille régionale du statut depuis le 27 janvier 1977.

Il remet en cause la notion de service public et l'emploi des salariés de la Chambre d'Agriculture.

JOURNEE D'ACTION REGIONALE

LE LUNDI 31 JANVIER A ANGERS.

SATPA-CFDT Chambres d'Agriculture de :
Loire-Atlantique
Maine et Loire
Mayenne
Sarthe
Vendée
Pays de Loire

Acceptes-tu que les conventions collectives et statut qui ont demandé de très longues négociations, soient remis en cause, de façon unitaire, par l'employeur ?

NOTRE EMPLOI EST MENACE

Connais-tu le projet "Horizon 80 " présenté par le Ministère de l'Agriculture, l'A.P.C.A., la F.N.S.E.A. et la Coopération ?

Gatti. Boukovski: Canard Sauvage n° 4 "ÊTRE PAYSANNE..."

Le "Canard Sauvage" n° 4 - Paysans de Loire-Atlantique, est paru (expérience Gatti/Boukovski à Saint-Nazaire).

Il s'agit d'un recueil de textes écrits par des paysannes et paysans...

Nous publions cette semaine l'un de ces textes. (Le Canard Sauvage sera probablement disponible à la Librairie 71 dans la semaine).

NOTE A.P.L.



Ma vie, c'est trois fermes.

La première chez mon père, on est restés 12 ans. Il a fallu partir parce qu'il n'y avait pas assez de terres (22 ha, 14/15 bêtes), les logements étaient trop petits pour les 10 enfants que nous étions et il n'y avait même pas l'eau : le propriétaire ne voulait pas faire de puits : "Si vous trouvez que vous êtes pas bien, vous n'avez qu'à partir"!

La deuxième était à un comte. Elle avait 31/32 ha, c'était mieux, on est restés 5 ans jusqu'à la retraite de mon père - un voisin a repris, tout le monde s'est dispersé.

La troisième, c'est celle-ci où je suis venue en me mariant avec Jean. On y est depuis 1965 comme aides-familiaux d'abord, et depuis 1970 à notre compte.

J'ai toujours aimé la vie de ferme. Je n'aurais pas voulu faire autre chose. D'ailleurs il n'était pas question, pour nous, les enfants de faire des études - excepté pour ma soeur aînée - elle s'était coupé le pied à la faucheuse et les parents ont décidé qu'il fallait lui donner de l'instruction pour qu'elle puisse se débrouiller malgré son infirmité.

Les autres, dont moi ça été l'école jusqu'à 14 ans puis l'école ménagère une semaine sur trois. Le reste du temps on restait sur la ferme, mais comme on était nombreux, on faisait aussi un peu employés de maison.

C'était toujours un grand plaisir d'être ensemble frères et soeurs pour discuter et échanger des choses.

Enfant, une autre de mes joies, c'était quand on allait à Nantes par le train.

Les parents n'emmenaient que ceux qui en avaient réellement besoin pour essayer des choses dans les magasins.

On montait dans le train à Savenay, je regardais tous ces fils qui se baissent et qui se montent le long des rails. Je pensais au souterrain qu'on allait prendre à la gare de Nantes, aux rues pleines de gens, aux vitrines ; est-ce qu'on allait pouvoir sortir de ça sans perdre son chemin ?

A midi, on allait manger le casse-croute dans le jardin des Plantes sur un banc : des oeufs, du chocolat : c'était une fête, on revenait, les jambes brisées.

Dans ce temps là, les années d'après la libération, il fallait aller à l'école privée catholique.

LA MAISON DU DIABLE

Les élèves de l'école laïque, on les aurait compté sur les doigts d'une main. Maintenant encore à Campbon, il n'y en a que 80 contre 300 "catholiques".

La religion a souvent été un frein pour évoluer, pour aller vers d'autres qui n'ont pas les mêmes croyances (ils nous auraient "contaminés").

On nous disait que l'école laïque, c'était à peu près la maison du diable, Nous on ne se rendait pas bien compte des problèmes, par contre, la différence entre les enfants de paysans et les enfants du bourg, ça on le voyait.

Les filles du bourg avaient des friandises que nous n'avions pas ; elles emmenaient des brioches et nous un morceau de pain.

SABOTS

Chez les garçons, la différence se voyait dans le fait que les fils de commerçants avaient des brodequins et les paysans des galoches à semelle de bois. Nous aussi les filles, on portait des sabots ; pour protéger le nez des sabots, on mettait du fer blanc découpé dans des couvercles de bûches de cirages, ce n'était pas trop élégant ; on était gênées, un peu malheureuses. "Ma pauvre fille, disait maman, il y aura toujours des pauvres et des riches".

Je répondais : "Alors, il faut rien faire ?" Elle répliquait : "Vaut mieux la paix que la guerre".

RÉVOLTE

On lui avait bien mis ça dans la tête : surtout ne pas se révolter. Papa ne trouvait pas les choses aussi normales. IL n'acceptait pas de dire "Bonjour monsieur le Comte". Ca l'agaçait de se plier devant ces gens-là. Il disait bien ce qu'il pensait, mais il n'aurait pas été plus loin peut-être parce que maman ne l'aurait pas soutenu.

Confinés dans notre milieu rural, on aurait continué à vivre ainsi, sans le mouvement d'action catholique et plus tard, le CDJA et le mouvement Paysans-Travailleurs.

Ce que faisait les groupes catho, c'était bien, mais on restait sur des généralités, pas sur des choses vécues ; avec les Paysans travailleurs, on est entré quand même dans une autre réalité.

Nous nous retrouvons en groupe de femmes paysannes pour aborder nos problèmes de femmes sur l'exploitation.

Nous avons eu une réunion sur le thème : est-ce que nos croyances nous aident à évoluer ou est-ce qu'elles nous freinent.

Aujourd'hui ça nous paraît vital de nous retrouver. C'est très enrichissant de confronter nos idées ; autrefois, il n'était pas possible de participer à des réunions : la femme devait rester à garder les enfants (c'était son devoir).

5 ENFANTS

J'ai cinq enfants. Je vois leur éducation autre que celle que nous avons reçue, moins autoritaire, les laissant davantage s'exprimer -et nous dialogant souvent avec eux car c'est très intéressant de les écouter : ils ont quelque chose à nous apporter.

LA FERME

Actuellement, avec cinq enfants, je travaille peu sur l'exploitation. En tout cas, moins que je voudrais.

L'été, je fais la traite matin et soir. Il y a 15 vaches ; j'aime traire, ça me libère l'esprit, je suis seule, j'écoute, je sens que je participe à la vie de la ferme. D'ailleurs quand j'étais gamine, j'ai toujours trouvé que c'était un milieu privilégié, équilibré.

Je n'ai jamais envié les gens de la ville. J'ai préféré épouser un agriculteur pour rester à la ferme ; à une époque, être paysan, c'était moche, pas considéré.

Les filles s'en allaient chercher un mari à l'extérieur. Je vois la vie de maman passée à plein temps par le travail des champs. Jamais de répit, aucune ouverture sur le monde extérieur.

D'ailleurs, il n'y avait pas non plus de moyen de locomotion comme maintenant. Les femmes de paysans disaient : "Les hommes ont de la chance, quand ils ont fini dehors, ils rentrent et s'asseoient".

Tandis qu'elles, le soir, elles continuaient la ronde de la salle commune à la chambre des enfants.

UNE AUTRE MENTALITÉ

Avec Jean, c'est une autre mentalité qui se voit ; il est prêt à m'aider même sur des choses qui ne sont pas habituellement du domaine de l'homme (la cuisine, les enfants).

L'autre jour, j'étais en train de traire, il est venu, m'a dit qu'il allait me remplacer. J'ai dit "non, ça me plaît. Va plutôt laver la vaisselle".

Je ne sais pas s'il a été content, mais il y est allé, et ça quand même c'est quelque chose ; mon père ne l'aurait pas accepté.

Ca ne veut pas dire que tout va pour le mieux dans ce domaine. On sent bien que les vieilles idées résistent. On est moins considérées par les hommes ; par exemple, à une fête, des gens viennent dire bonjour au mari, vous, ils ne vous disent rien, ne vous voient peut-être pas.

Une femme seule veut prendre une ferme, on lui pose la question "mais vous êtes mariée ?" - et on ne la lui donne pas.

A Paysans Travailleurs, on fait très attention à ça. Dans les réunions on nous demande notre avis. Mais il y a des choses à faire sur ce plan là. C'est instinctif. Ça a été tellement comme ça que c'est une misère de s'en débarrasser.

CULTURE

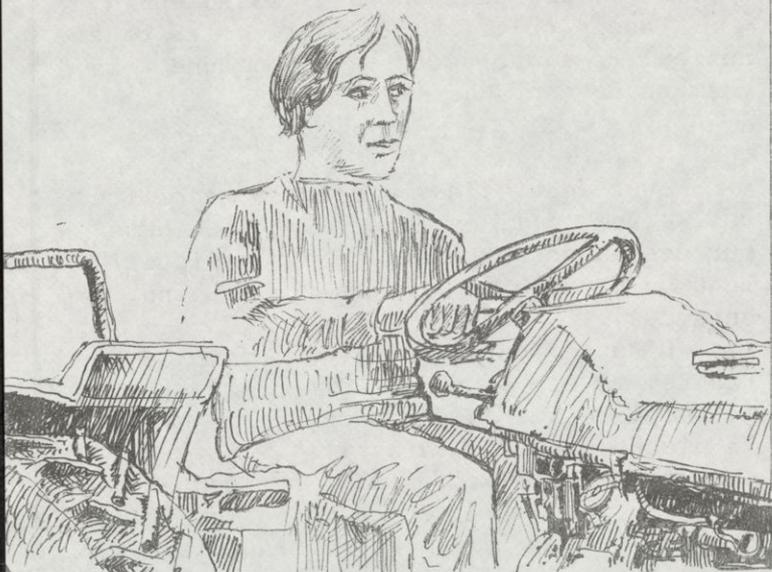
Chez nous, on lit quelques journaux : vent d'Ouest, APL-Ouest Information, Témoignage Chrétien, Ouest-France, de temps en temps.

Pas de livre, c'est le temps qui manque. J'ai quand même commencé "L'archipel du Goulag" et le livre sur le projet d'aérodrome sur Notre Dame des Landes "Dégage ! on aménage !"

Comme on s'est refusé la télévision, on écoute un peu la radio ; on est allé voir à Campbon un film "Vol au-dessus d'un nid de coucou".

En fin de compte on s'est aperçus qu'on n'en prend pas tellement, de loisirs ou de culture !

Dans le milieu rural, il n'y a rien ; pas même une salle pour se réunir. Beaucoup de choses nous passent sous le nez parce-que c'est trop loin ou que ça demande trop d'effort pour l'obtenir.



C'est un peu pour ça aussi qu'on va essayé de changer de rythme.

Depuis qu'on est ici, tout nous pousse à travailler sans cesse, à investir toujours plus, à ne jamais s'arrêter.

Quand les techniciens agricoles viennent, ils sont toujours prêts à nous pousser aux investissements. Ils nous disent : "Cette installation suffira pour 20 à 30 bêtes mais vous voyez, on pourra construire sur le côté de quoi en avoir 40 à 50, plus tard..."

Je trouve qu'il faudrait se limiter, tant en terre qu'en travail. Ceux qui ont beaucoup devraient lâcher une partie de leurs terres pour permettre à des jeunes de s'installer. Ils vivraient aussi bien, si pas mieux - et les autres aussi.

Maman a beaucoup travaillé parce-que de son temps, on était moins mécanisé. Maintenant qu'on l'est tellement, est-ce que c'est raisonnable de continuer à y dépenser ses forces ? Est-ce qu'il n'y a pas mieux à faire ?

Une paysanne de Campbon

La Commune n° 2 - est paru -

Ce numéro 2 de La Commune, bulletin de liaison des travailleurs de l'agriculture 44, animé par le Front Paysans salariés agricoles et employés de l'agriculture de l'Organisation Communiste des Travailleurs, avec d'autres camarades paysans d'accord sur la nécessité d'un travail révolutionnaire à la campagne, est entièrement consacré à un dossier d'étude sur les forces réformistes d'hier et d'aujourd'hui dans le mouvement paysan en France.

Trois articles principaux :

- 1°) Une analyse du projet d'un rassemblement des "Paysans de gauche" à l'initiative des technocrates du secteur agricole du P.S.
- 2°) Une analyse du projet Chirac
- 3°) Une étude historique sur le syndicalisme dans la période 1920-39.

COR. APL

A LA ROCHE YDON du 2 au 5 FEVRIER

DES DOCUMENTS FILMES SUR LA VIE AMERICAINE

DES PAYSANS SYNDICALISTES DE RETOUR DES U.S.A

* "Notre pain quotidien" de King Vidor.

* "Le sel de la Terre" de Biberman.

* "Californie, Pays du rêve et du cauchemar", montage audio-visuel de Claude Bouyer.

- Le mercredi 2 au FJT ARAGO à 20 H 30 : "LE SEL DE LA TERRE"

- Le jeudi 3, toujours au FJT, 20 H 30, "CALIFORNIE : PAYS DU REVE ET DU CAUCHEMAR".

- Le vendredi 4, encore au FJT, à 20 H 30: "NOTRE PAIN QUOTIDIEN".

- Le samedi 5, dans le quartier Nord-Est de la Roche, "LE SEL DE LA TERRE", et en même temps, pour les enfants un autre film : "CRIN BLANC".

- Le samedi 5, à 20 H 30, toujours dans le quartier Nord-Est, "CALIFORNIE, PAYS DU REVE ET DU CAUCHEMAR".

Claude BOUYER, militant Paysan-Travailleur en Loire Atlantique a passé le mois de juillet en Californie avec 11 autres français militantes et militants CGT et CFDT en majorité.

Dans les prochains numéros nous donnerons plus d'éléments sur ce qu'ils ont vu en Californie et un peu au Mexique.

Dans ce n° d'APL nous reprendrons partiellement la présentation du montage audio-visuel de Claude BOUYER.

POUQUOI LA CALIFORNIE ?

Que peuvent bien aller faire des syndicalistes français dans le paradis californien ? Etant syndicaliste paysan, il y a autant de bonnes raisons d'effectuer un voyage "culturel" en Chine, Albanie ou Cuba qu'aux USA et particu-

lièrement sur la Côte Ouest.

• L'histoire de l'Ouest américain est riche d'enseignements sur la colonisation, la naissance et le développement du capitalisme.

• Le processus de développement de l'agriculture américaine doit apporter aux paysans français un éclairage sur la manière dont ils seront orientés dans les années à venir.

• Le contexte social et politique US n'est pas identique au nôtre. Mais, la lutte des classes n'en n'est pas absente pour autant et, la stratégie syndicale utilisée en Californie nous interroge que l'on soit ouvrier, enseignant, paysan...

Si nécessaire, précisons pour ceux et celles qui ne s'aventurent pas au-delà des jalons posés par "leur père" qu'en 1880, Karl MARX écrivait à Friedrich SORGE "Je serais très heureux si vous pouviez me trouver quelque chose de bon sur les conditions économiques en Californie. La Californie revêt une grande importance à mes yeux, car nulle part ailleurs, le honteux bouleversement provoqué par la centralisation capitaliste ne s'est produit avec une telle vitesse".

Les rapports internationaux entre travailleurs seraient-ils devenus bien secondaires ? Les sociétés multinationales, la commission trilatérale (1)... ne doivent-elles pas nous enseigner →

(1) La trilatérale est une commission non - "officielle" qui rassemble des américains, des japonais et les pays d'Europe de l'Ouest. Pour la France, on y trouve notamment, le professeur R. BARRE, J. DE FOUCHIER (Banque de Paris et des Pays-Bas), E. DE ROTHSCHILD, P. DELOUVRIER (EDF), M. DEBATISSE (FNSEA). Quant à R. BONETY, la liste publiée par la trilatérale le cite en tant que "représentant de la CFDT", alors que cette centrale ouvrière précise qu'il participe à la commission trilatérale "en mission professionnelle" et "non syndicale". (M. DIPL. 11/76 et 01/77) →



ALORS,

**autre chose ? QUE VOIT-ON
DANS CE MONTAGE ?**

- Une présentation géographique, les aspects de la vie quotidienne, du tourisme de la Vallée de la Mort à San Francisco...

- La constitution des USA, la conquête des Indiens, la Conquête du Mexique, la ruée sur l'Or, l'importation de main d'oeuvre étrangère.

- L'Agriculture Californienne en 1976, dans ses aspects techniques, économiques et sociaux.

- Les problèmes et mouvements sociaux à l'Ouest des USA, les petits mouvements et les grands : les Noirs et les Chicanos.

- Visages du Mexique sur la frontière US avec un personnage ;

Emiliano qui nous sert de guide. Emiliano va ensuite travailler clandestinement dans l'agriculture en Californie et nous montre les conditions de vie et de travail.

- Le mouvement syndical des ouvriers agricoles dans l'U.F.W., historique stratégie. Les réalisations matérielles à DELANO : maison de retraite, école, crèche, clinique, garage...

- L'aspect culturel chez les mexicains chicanos : la peinture murale, la poésie, la musique.

-----000000-----

Des élèves de CEG, de CES, une MJC, des groupes de jeunes et de moins jeunes ... plus de 400 personnes ont vu ce montage en quelques semaines. Il passera partout où quelqu'un se chargera de l'organisation d'une projection. Si vous êtes intéressés :
CLAUDE BOUYER
ARTUZIÈRE - CHAPELLE-BASSE-MER
44450 ST JULIEN DE CONCELLES.

Soutien aux Basques

Le comité nantais de soutien aux Basques assignés à résidence à l'Ile d'Yeu appelle toutes les organisations politiques et syndicales à soutenir l'appel (sous forme de pétition) à la marche sur FROMENTINE,

LE 20 FEVRIER 1977

10 H 30.

En outre, nous nous réunirons, le 2 février à La Fraternité Protestante (21 H), pour préparer cette marche.

Nous lançons un appel à un soutien financier car les fonds sont à sec et l'organisation de la marche coûtera des sous.

Adressez à : FILLION Guy
40, rue des chataigniers
44 NANTES.

Comité soutien nantais

20 Fevrier

Marche

sur

Fromentine

SGEN-CFDT
instituteurs

Si on parlait des remplaçants ! ...

REUNION

VENREDI 4 FEVRIER

18H30

37 rue Lamoricière.

Pour discuter de tous les problèmes et voir ce qu'il y a à FAIRE



CINEMA

St. Nazaire

La presse, la radio, la télévision se sont largement fait l'écho des récents événements survenus en République Populaire de Chine. Elles l'ont fait avec plus ou moins de précision et d'honnêteté.

Mais elles n'ont donné des échos que de la partie la plus visible de ces événements : les luttes politiques apparaissant au niveau des organismes dirigeants. Elles n'ont pratiquement rien dit des problèmes concrets auxquels cela correspond pour l'ensemble du peuple chinois, dans sa vie quotidienne.

Le cinéaste JORIS IVENS a tourné pendant un an et demi, en Chine, en 74 et 75 : "COMMENT YUKONG DEPLACA LES MONTAGNES".

Cela a donné 12 heures de projection (cinq séances) qui donnent une vision précise de quelques aspects de cette vie quotidienne, comme l'explique le cinéaste :

"...Nous avons préféré saisir la réalité dans ce qu'elle a de plus intense, dans ce qu'elle a de plus quotidien. Des analyses politiques, après tout, il y en avait déjà plein les livres et les journaux. Ce que pouvait apporter le cinéma, c'était un regard, précisément sur ce qui est toujours absent de ces textes : le peuple chinois.

"Les voir vivre, travailler, manger, rire, réfléchir, c'est cela qui manquait le plus en Occident. Mais arriver à montrer la vie quotidienne, c'est peut-être le plus difficile dans ce métier".

Si le comité de Saint-Nazaire de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises a travaillé en collaboration avec la direction du cinéma "Celtic" pour que les nazairiens puissent voir ces films, c'est que, justement, ils peuvent contribuer à une meilleure connaissance par le peuple français du peuple chinois et participer ainsi au renforcement de l'amitié entre ces deux peuples.

Association des amitiés Franco-Chinoises de Saint-Nazaire.

(prochainement le programme complet)

CINEMA

Nantes. Fac de Droit

MARDI 1 FEVRIER

* 18 H : " Famille et utopies communautaires "

par Michèle Bordeaux - Professeur à la Faculté de Droit.

* 20 H 30 : projection "La Cécilia" présenté par J. L. Comolli, réalisateur.

MERCREDI 2 FEVRIER

* 18 H : projection d'un court métrage sur la réalisation de "Moi Pierre Rivière" interview de Michel Foucault et René Allio...avec Débat.

* 20 H 30 : projection "Moi Pierre Rivière" au cinéma Katorza en présence de Serge Toubiana, co-scénariste.

JEUDI 3 FEVRIER

* 18 H : "La famille surveillée" par André Burguière, historien (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales).

* 20 H 30 : projection "La famille" extrait télévisé de la série "Méditerranée", oeuvre collective sous la direction de F. Braudel.

VENDREDI 4 FEVRIER

* 18 H : table ronde sur Famille et société.

* 20 H 30 : projection "Discours du Maître" de Frédéric Compain en présence de l'auteur.

Participation aux frais pour les séances à 20 H 30 : 5 francs.

Centre de recherches politiques de la faculté de Droit de Nantes, association nantaise de rencontres cinématographiques.

Après l'A.G. des Chrétiens-Marxistes.



Les objectifs du mouvement sont les suivants : les militants appliquent l'outil marxiste à toutes les structures de la société, églises comprises.

C'est même leur champ propre.

Les églises sont, comme l'école par exemple, un appareil idéologique d'état, de fait au service du capital mais pénétrées de contradictions, donc un lieu de la lutte des classes.

Il est d'autant plus difficile et important de lutter contre l'idéologie religieuse dominante qu'elle imprègne les mentalités de beaucoup de gens qui n'ont aucune attache avec les églises depuis des générations.

Ce n'est pas par hasard si V.G.E. l'utilise dans ses discours ni si la télé présente à chaque instant son prêtre de service !

Le combat politique ainsi centré, les formes en sont très diverses selon les groupes. Beaucoup de "lieux" de cette idéologie ont été répertoriés : ainsi le bénévolat, la culpabilisation du chômeur, le partage des "sacrifices" entre patrons et ouvriers.

Mais dans la conjoncture de crise, le combat idéologique est-il encore payant ?

Devant le recul important de mouvements proches, en Italie par exemple, on serait tenté d'abandonner ce terrain, pour un temps.

Pourtant, on ne saurait oublier l'importance qu'attachent les instances religieuses, ces temps-ci, à condamner tout rapprochement entre foi et marxisme.

Le mouvement continuera donc. Il entend utiliser son dynamisme en particulier pour faire naître des groupes locaux de "Chrétiens pour le socialisme" et participer à la naissance de la section nationale de C.P.S.

A Nantes existe depuis un an un groupe C.P.S. qui organise le 25 février à 20 H 30 au F.J.T.F. place Ste Elisabeth, une table ronde suivie d'un débat sur le thème : foi chrétienne et marxisme.

44/ Chrétiens-Marxistes

BORDS DE L'ERDRE



Le comité pour l'accès aux Bords de l'Erdre, organise un débat-public., le mercredi 9 février 1977 à 20 H 30 à la Chapelle sur Erdre.

* Projection du film : "Erdre pour tous : manifestation du juin 1970"

Ce film agé maintenant de sept ans nous permettra de mesurer le chemin parcouru depuis.

* Compte-rendu de la réunion convoquée par le syndicat intercommunal à la Mairie de Nantes.

* Publication des lettres-ouvertes aux candidats aux élections municipales..

Plus amples renseignements la semaine prochaine dans nos colonnes.

correspondant A.P.L.



NUCLÉAIRE

Suite à différentes actions menées par des enseignants contre l'intoxication de l'EDF auprès des enfants des écoles (notamment au CRDP) et suite à un projet de création d'une exposition sur les risques et dangers du programme nucléaire, ces enseignants appellent à une nouvelle réunion le mercredi 2 février à 20 H 30 à la Fraternité Protestante, 3 rue Amiral Duchaffault à Nantes, afin de mettre sur pied les modalités de fonctionnement de cette exposition.

un rescapé du C. E. A.
comité des enseignants anti-nucléaires.

CONTRE LE PLAN BARRE ET LA "RESTRUCTURATION"
CAPITALISTE

RIPOSTE DES TRAVAILLEURS DES FORGES DE BASSE-INDRE !

Depuis plus d'un mois, les ouvriers de Basse Indre mènent la lutte contre l'austérité et la crise imposée par les directions patronales.

Vendredi dernier, toute l'entreprise (2 000 ouvriers) était en grève à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT ; Dans son coin, FO appelait séparément au débrayage.

Les Forges de Basse-Indre sont une unité importante pour la métallurgie lourde nantaise. Avec ses laminoirs ultra-modernes (identiques à ceux de USINOR-Dunkerque), l'usine produit essentiellement des aciers perfectionnés à partir de l'approvisionnement facile des matières premières.

L'usine est située juste en face le port "en eaux profondes" de INDRET, et permet l'importation de l'acier et de la fonte à bas prix pour la direction ; de même une voie ferrée dessert directement l'usine.

D'autre part, un service de camions assure la récupération des "ferrailles diverses".

Ces deux services regroupés dans l'unité SME (service manutention, emballage) sont assurés par les caristes et les pontiers de l'usine.

Ces travailleurs qui effectuent un travail pénible, déqualifié et sous-payé sont en lutte pour obtenir une nouvelle grille des salaires.

Autre particularité de l'exploitation capitaliste aux Forges, c'est le travail posté en 3 x 8 pour tous les ouvriers de la production (hauts-fourneaux, laminages, etc...) ; travail de nuit qui est sous-payé sans parler des conséquences sur les conditions de vie familiales et sociales.

REVENDEICATIONS DES TRAVAILLEURS / OBJECTIFS DE LUTTE

Les revendications avancées par l'Intersyndicale CGT-CFDT, portent sur trois exigences principales :

* Le maintien de l'emploi et le droit de vivre et travailler au pays pour tous.

* L'amélioration des conditions de travail.

* Augmentation des salaires et refus du blocage des salaires imposés par le plan d'austérité Giscard-Barre.

————— Pour le maintien immédiat des 7 régleurs à l'usine de Basse-Indre —————

La semaine dernière, la Direction de Basse-Indre annonce, dans le cadre de sa "restructuration de la production" le déplacement de 7 régleurs dans les autres usines du groupe : à S.A. CARNAUD de NANTES (N.B. cette usine qui était une filiale des Forges de Basse-Indre, est aujourd'hui autonome), à Rouen, Caen, Concarneau, Lyon ou Béziers.

Immédiatement dans les ateliers concernés, les syndicats appellent à débrayer le mercredi 19 janvier. Pour les travailleurs cette mesure est inacceptable et scandaleuse.

- INNACCEPTABLE parce que ces déplacements ne se justifient pas du tout. En effet, les régleurs qui s'occupent de l'entretien des machines ne sont pas en nombre suffisant et de plus en plus la direction fait appel aux boîtes de sous-traitance et d'intérim. Ce déplacement ne se justifie donc que du point de vue du patronat, pour la rentabilisation

... ..

2 les pontiers et les carristes

de la production et son profit maximum sur le dos des ouvriers.

- SCANDALEUSE, car les 7 régleurs concernés sont tous des hommes de 35 - 40 ans, pères de famille qui ne peuvent pas partir. La direction ne leur laisse que ce seul choix : partir ou bien être licencié.

Suite au débrayage, la direction a reculé en proposant le maintien de trois travailleurs sur sept. Proposition refusée par les ouvriers qui maintiennent leurs exigences :

- Maintien de tous les régleurs à l'usine de Basse-Indre.

- Droit de vivre et de travailler au pays.

menace permanente du chômage

Cette première "restructuration" apparaît aux travailleurs comme un premier pas de la direction vers une longue série de mesures qui visent toutes à aggraver l'emploi.

Depuis bientôt un an, est prévue un plan de licenciement d'une centaine de travailleurs des services non productifs (bureaux, entretien, bureau technique d'études, services divers...). Ce plan vise, en fait, à faire payer aux travailleurs les difficultés et la crise dans la métallurgie.

La direction préférant démanteler des services qui ne sont pas directement rentables (Bureau d'études techniques par exemple, où 10 reclassements sont prévus dans l'usine), ou pour les services d'entretien, faire appel à des sociétés de sous-traitance et d'intérim, qui offrent une main d'oeuvre mobile et sous-payée qu'elle peut embaucher et renvoyer quand elle veut, suivant les besoins.

Ainsi, 13 postes d'ajusteur sont menacés dans l'immédiat et des inquiétudes demeurent pour deux services d'entretien (menuiserie et peinture)

à l'offensive

pour leurs salaires

Au SME (service manutention et emballage), ils sont environ une cinquantaine à faire le travail pénible de chargement et déchargement des produits finis ou matières premières. Travail sous-qualifié (OS 3) et surtout sous-payé.

Ils sont les premiers visés par le plan BARRE. En effet, la direction dans la négociation de la grille des salaires, l'an dernier avait promis l'augmentation cette année de 2 paliers.

Aujourd'hui, elle refuse, appliquant strictement le plan d'austérité Giscard-Barre ; elle maintient le blocage des salaires, pour l'année limitant leur augmentation à 6,5 % de la masse salariale (NB. Ce qui veut dire le plus souvent moins de 6,5 % d'augmentation pour chaque ouvrier !).

Ils ont donc engagé la lutte depuis plusieurs semaines pour l'obtention de ces deux paliers supplémentaires, qui correspond à une augmentation mensuelle de 130,00 F.

une lutte combative

Depuis 15 jours, ils ont fait une série de débrayages tournants en milieu de poste (50 h au total). Formes de lutte efficaces, qui avec peu d'heures d'arrêt, bloquent la production, "en aval" et "en amont".

- EN AVAL : Ils refusent de décharger des camions et les bateaux et une bonne cinquantaine de wagons sont bloqués sur les voies ferrées.

Ce qui désorganise la production à l'intérieur de l'usine, un certain nombre d'ateliers n'ayant plus de matières premières.

- de même EN AMONT, ils refusent de charger les produits finis immobilisant ainsi les cargos dans le port d'INDRET.

LES APPROVISIONNEMENTS
SONT BLOQUÉS
LES EXPÉDITIONS AUSSI

LA PRODUCTION AUSSI



100M

Ce sont donc des sommes énormes que perd la direction chaque jour, par son attitude intransigeante.

En refusant de céder aux cinquante caristes et pontiers aujourd'hui, le patronat montre sa volonté de principe, d'appliquer coûte que coûte le Plan BARRE/GISCARD.

3. Pour l'augmentation de l'Astreinte de nuit et un temps réel de repos

Le travail de nuit est des plus rentables pour le patronat, qui n'indemnise pas les conséquences de ces conditions de travail : fatigue, horaires et conditions de vie déséquilibrées, temps de loisirs et de vie familiales perturbés etc...

Seul est pris en compte "l'astreinte de nuit" : pourcentage horaire supplémentaire pour les équipes de nuit.

Depuis longtemps les travailleurs et leurs organisations CFDT, CGT exigent :

- le passage des 3/8 à 4/8 et 5/8 pour certaines équipes ;
- un jour de repos payé après 5 nuits consécutives ;
- augmentation du taux de l'astreinte de nuit à 20 % du salaire le plus élevé de ceux qui font les nuits. (N. B. : revendications uniformes).

INTRANSIGEANCE PATRONALE RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

C'est donc autour de ces trois revendications

- des caristes pontiers d'une part ;
- des équipes de production effectuant les 3/8 d'autre part ;
- et le maintien des régleurs à Basse-Indre, que l'ensemble des travailleurs des forges ont fait grève vendredi.

La CGT et la CFDT appelaient à un meeting et à une manifestation le vendredi matin pour imposer une

une riposte ouvrière face au refus de la direction de négocier les vrais problèmes.

Les refus de la direction

1°) Pour les pontiers-caristes la direction des Forges refuse tout avancemant immédiat aux deux palliers supplémentaires; elle renvoie cette juste revendication des ouvriers aux "calendes grecques", et enfin, devant la détermination de la lutte des caristes-pontiers, elle brandit la menace du "lock-out" pour l'ensemble de l'usine.

(Cf. la déclaration du C. E. extraordinaire du 27 janvier : "la mise sur palier définitif ne peut de ce fait être réalisée, même partiellement, au cours de l'année 1977

2°) Pour le travail de nuit, elle accepte de négocier favorablement certaines revendications, mais dans le cadre de la négociation d'ensemble de l'accord salarial 1977.

3°) Enfin pour le maintien des régleurs à Basse-Indre si elle a accepté de revenir sur le cas de trois d'entre eux, elle refuse toujours les 4 autres ouvriers.

du côté des Patrons :

intransigeance & cynisme

« La Direction attire l'attention du Comité d'Entreprise sur les conséquences de ce mouvement.

D'une part, le personnel chargé du conditionnement et du chargement des fardeaux de fer est mis au chômage technique dès que l'arrêt de travail des caristes ou des pontiers empêche l'alimentation des lignes de conditionnement et la manutention pour le chargement.

D'autre part, l'Imprimerie de Bas-se-Loire voit ses lignes arrêtées au moins partiellement, par suite du manque d'alimentation en fers par la Forge. La Direction de cette imprimerie sera contrainte à très bref délai de mettre cet atelier en chômage technique, après avoir fait constater par huissier l'impossibilité de produire.

Enfin, si le mouvement se poursuit, les lignes d'étamage, puis les autres engins de production, seront mis en chômage technique dès que la quantité de fardeaux produits et non emballés sera telle qu'il sera impossible de stocker ces derniers, sans mettre en cause la sécurité du personnel ou engendrer des difficultés d'exploitation trop difficilement surmontables.

Cette situation sera constatée par huissier avant décision de chômage.

La direction rappelle ce qu'elle a exposé lors de l'entrevue du 26 janvier, avec les délégués du personnel :

il est rigoureusement impossible de prendre des mesures salariales qui soient en contradiction avec le plan national de stabilisation de septembre 1976.

En particulier, la mise sur palier définitif ne peut de ce fait être réalisée, même partiellement, au cours de l'année 1977. *D.*

déclaration de la
DIRECTION au C.E
exceptionnel du
27 / 1 / 77

VENDREDI : Ziposte ouvrière
des syndicats C.G.T. - C.F.D.T.

Plus de 300 travailleurs
au meeting

Au nom de l'intersyndicale
CGT-CFDT, un dirigeant de la CGT a sou-
ligné les points suivants ;
(extraits de son interventions)

"Pour les carristes et pontiers
le Plan Barre a dit : rien ! et bien
pour notre direction ce sera rien...

Pouvons nous accepter ça ? (...)
Nous n'accepterons pas, nous qui som-
mes créateurs de richesses, de voir
porter atteinte à notre pouvoir d'a-
chat".

"Pour le travail de nuit, les
propositions de notre direction sont
un accord-bidon qui vise à nous faire
avaler la couleuvre des 6,5 % du Plan
Barre.

Elle se sert d'une carotte pour
nous faire avaler le Plan Barre. Pour
nous travailleurs, il est clair que
nous refusons toute caution à ce plan,
plan du gouvernement et des patrons".

Pour nous, CGT - CFDT, tous les problèmes aujourd'hui s'imbriquent, et notre lutte se mêle à celles que mènent des millions de travailleurs contre cette politique d'austérité qui vise à mettre la classe ouvrière à genoux devant le patronat (...)" Comme à la SNCF, dans la Fonction Publique, Les Cassettes d'Épargne, les chantiers de Saint-Nazaire, il faut imposer des coups de boutoirs au patronat et son gouvernement.

Répondre coup par coup, c'est notre seule planche de salut pour faire avancer nos revendications :

- pour l'augmentation de notre pouvoir d'achat ;
- la défense de l'emploi ;
- l'amélioration de nos conditions de travail (...)"

Enfin, le discours s'est terminé par un appel à l'unité avec la population :

(...) "Nous entrons dans une période électorale et notre vocation à nous travailleurs, c'est de prolonger l'acte syndical dans l'acte politique. Il faut être optimiste et préparer des lendemains meilleurs.

Nous espérons que les luttes d'aujourd'hui préparent pour tous les travailleurs des jours meilleurs".

la manifestation dans le bourg de Basse Indre

A la fin du meeting, il y avait 300 à 400 travailleurs, beaucoup étaient restés pendant les discours dans les nombreux cafés des quais et attendaient la manifestation pour se réchauffer un peu, et pour marquer à la direction leur détermination à lutter.

Dans la CGT comme à la CFDT, de nombreux travailleurs combattifs attendaient de cette manifestation autre chose qu'une promenade habituelle dans le bourg de Basse-Indre.

A preuve les mots d'ordre combattifs qui étaient avancés :

- non au licenciements, les travailleurs resteront à Basse-Indre !
- non au plan Barre, les patrons peuvent payer !
- Barre t'es foutu, les travailleurs sont dans la rue !

QUELLES PERSPECTIVES A BASSE INDRE POUR LES SEMAINES A VENIR ?

Après la grève de vendredi, et face aux positions intransigeantes de la direction, le conflit est appelé à se développer.

La menace de lock-out va nécessiter une riposte des syndicats.

- La CFDT des forges appelait tous ses militants à se réunir en AG dimanche.

Le tout entrecoupé de couplets de l'Internationale et du Chant "Quand tu disais Valéry".

Cette combativité qui marque clairement le refus du Plan Barre/Giscard par les travailleurs est restée pour beaucoup d'entre eux sans perspectives.

En effet le refus des directions syndicales de tout faire pour construire aujourd'hui une offensive d'ensemble de tous les travailleurs, provoquent chez beaucoup un sentiment d'isolement.

De nombreux ouvriers et militants syndicaux voulaient aller terminer la manifestation devant l'usine et ne cachaient pas leur déception.

- De plus, une commission du CE pour l'accord d'entreprise est prévue le mercredi 2 février à 14 H.

- Enfin, la lutte des Forges de Basse-Indre n'est pas isolée et elle s'inscrit dans la journée nationale d'action qui est prévue dans la métallurgie le 9 février.

Enquête APL après discussions avec les travailleurs des Forges pendant le meeting et la manif de l'intersyndicale CGT-CFDT.

QUARTIER NORD**St HERBLAIN**

LES MEDICAMENTS EN QUESTION un film de "culture et liberté" Lyon.

La commission sante et la confédération syndicale des familles vous invitent à la projection du film :

Jeudi 3 février 1977 : 14 heures aux "Papillons Blancs - 57 avenue de l'Angévinière.

Vendredi 4 février : 20 H 30 chez Jean-nick Violente 8 avenue des Thébaudières APP 1693 - 21 ème étage.

JEUDI 17 février : 14 H chez Sylvette Carion, 9 avenue des Thébaudières -Niveau 0.

Vendredi 25 février : 20 H 30 au centre socio-culturel , 12 bis avenue des Thébaudières. Commission santé CSF Sillon

ARMEE**ARMEE**

ANCIENS APPELÉS D'ALGÉRIE : A LA DÉCOUVERTE DU SOCIALISME ALGÉRIEN .

Une réunion du Comité Départemental des anciens d'Algérie s'est tenue il y a quelques jours.

La proposition a été faite d'envisager , si cela était possible, un voyage en Algérie. Il ne s'agit pas évidemment d'un voyage à but touristique, mais il s'agit d'essayer de mieux comprendre comment l'Algérie a réussi à se libérer d'un colonialisme vieux de plus d'un siècle, de voir de près les efforts particulièrement faits sur les plans agricole et industriel dans sa marche vers le socialisme.

A l'heure où l'on voit une prise en main des anciens appelés d'AFN par les forces les plus réactionnaires, sous des prétextes souvent intéressés (carte de combattant) ou plus ou moins anodins (de la remise de drapeaux et de décorations, aux méchouis et concours

de belote) la participation à ce voyage et les compte-rendus qui en seront faits, permettront peut-être aux travailleurs d'avoir une vue plus objective sur la lutte d'anciens peuples colonisés pour leur autonomie et leur libération du capitalisme.

Il serait important que tous les anciens d'AFN, paysans et ouvriers intéressés puissent prendre contact avec le comité par l'intermédiaire de l'APL qui transmettra..

COMITE DEPARTEMENTAL
DES ANCIENS APPELES D'ALGERIE

SAINT - NAZAIRE

MISE à l'épreuve des libertés syndicales

On se rappelle la lutte des travailleurs des Chantiers au mois de décembre (APL n° 165/166/167) devant le refus de la direction de renouveler l'accord d'entreprise.

La direction a ensuite tenté d'entraîner la liberté syndicale à l'intérieur de l'entreprise (APL n° 170), en réduisant les crédits d'heures des délégués.

Quelques faits sont significatifs de cette attitude :

- à la Mécanique Montoir, contrôle permanent d'un travailleur toute la journée ;
- à la Navale, un délégué se voit signifier que tous ses déplacements seront pointés sur son temps de vacation...

NOUVELLES ATTAQUES de la DIRECTION.

La direction s'est sentie encore une fois en position de force. Elle a pris prétexte d'une altercation entre le chef de cuisine du restaurant de Montoir et le gérant de celui-ci pour frapper un nouveau coup.

Suite à cette altercation, les représentants du CNPF de Saint-Nazaire ont voulu imposer au chef de cuisine :

- un jour de mise à pied ;
 - une mutation dans un service administratif avec déclassement indiciaire.
- Il devait accepter ce déclassement ou être licencié.

COMITÉ PLACE Projection - débat.

Le Comité Place de Nantes, regroupant des professionnels du bâtiment remettant en cause la politique urbaine du pouvoir, vous invite à une projection-débat à partir du film "La ville est à nous".

Le réalisateur Serge POLJINSKI présentera son film qui démonte le mécanisme de la Rénovation Urbaine à Paris, ses implications et la réponse des usagers : LES LUTTES URBAINES.

Le film sera projeté à l'École d'Architecture de Nantes (rue Massenet) jeu-

Les syndicats ont décidé de s'opposer à cette nouvelle attaque de la direction : une manifestation unitaire suivie d'un meeting étaient décidés pour le 19 janvier pour exiger :

- l'ouverture des négociations sur l'ensemble des revendications ;
- le paiement du lock-out ;
- le libre exercice du mandat syndical ;
- la réintégration à Montoir du chef cuisinier.

Les personnels du restaurant de Montoir ont été en grève durant 4 jours, l'ensemble des travailleurs, ouvriers ETDA et des travailleurs de Penhoët (mécanique et navale) sont restés mobilisés. Et plusieurs réunions ont eu lieu avec la direction.

La direction a proposé la mutation du chef de cuisine pendant un an sans déclassement indiciaire.

Les syndicats se déclaraient d'accord avec cette proposition en notant cependant que "l'objet de ce compromis ne pourrait en aucun cas servir de jurisprudence pour solutionner d'autres cas similaires et restait attaché à ce seul conflit".

Résumé fait à partir des tracts unitaires CGT-CFDT-CGT/FO - OUVRIERS ETDA - Alsthom Atlantique.

COMBAT NON VIOLENT

"Les maladies du pouvoir médical"

"Combat non violent", vient de publier son numéro 115 sous le titre "les maladies du pouvoir médical". Sont abordés l'histoire de l'institution médicale, "la médecine du travail, au service de qui ?", les centres de santé, une alternative socialiste ?

Le prix des médicaments : le capital se sert honteusement, les maladies de civilisation, némésis médical (critique sur le livre de Illich) et essai sur les médecines différentes.

Le numéro 116 sera consacré à la suite du dossier.

"Combat non violent" B.P. 26 71800 LA CLAYETTE, abonnement de 75 à 150 F. suivant les revenus. CCP 2756-34 spécimen sur demande au journal.

